L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1,50 L'Humanité Rouge B.P. 365 75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4e ANNEE JEUDI 30 MARS 1972 N° 141

REFUSEZ LES URNES DU MENSONGE :

ABSTENTION !

Le référendum sur l'extension du Marché commun prévu pour le 23 avril 1972 constitue une nouvelle tentative de tromperie de la classe ouvrière et du peuple de France par la bourgeoisie capitaliste.

L'admission de nouveaux associés dans l'organisme coordinateur des intérêts des groupes monopolistes ouest-européens a déjà été décidée par les gouvernements capitalistes monopolistes d'Etat, sans consultation des peuples intéressés. Le Marché commun lui-même a été institué pour le seul intérêt de classe des capitalistes. Le référendum annoncé par Pompidou n'a aucune raison d'être puisqu'il porte sur une question déjà réglée par le gouvernement français.

Quel est, dans ces conditions, le but poursuivi par le pouvoir ?

Depuis la tempête de 1968, la bourgeoisie capitaliste redoute de nouvelles vagues révolutionnaires et son pouvoir manœuvre sans cesse pour endiguer la montée du mouvement révolutionnaire de masse. Dans la dernière période, l'assassinat fasciste du jeune ouvrier Pierre Overney a provoqué une large riposte de masse, a révélé la progression du courant révolutionnaire, a isolé les complices révisionnistes de la légalité bourgeoise, a fait réapparaître avec plus d'éclat que jamais les perspectives ouvertes par les luttes de mai-juin 1968.

Dans une telle situation, le référendum, recours à l'électoralisme, a pour caractère principal la volonté du pouvoir capitaliste de détourner les masses populaires des vrais problèmes qui les concernent, de freiner le mécontentement général, de réduire la combativité des travailleurs.

En essayant de passionner l'opinion publique pour le problème déjà réglé de l'élargissement du Marché commun capitaliste à de nouvelles nations ouest-européennes, Pompidou et Chaban-Delmas font en sorte que soient estompées les graves questions des licenciements, du chômage, de la surexploitation des travailleurs immigrés, du marasme agricole, universitaire et enseignant, etc. Ils essaient de dissimuler les conséquences anti-populaires de la crise générale du capitalisme, qu'ils veulent solutionner par le renforcement de l'exploitation et de l'oppression de l'immense majorité du peuple, de la classe ouvrière en premier lieu.

Au surplus, ce référendum permet au pouvoir capitaliste de mieux préparer le recours à l'électoralisme prévu pour les élections législatives de 1973.

Les dirigeants révisionnistes du Parti communiste français, bien que dénonçant en paroles cette honteuse politique, la cautionnent par leur attitude en acceptant par principe le jeu voulu par les capitalistes. Ils appellent à y participer en acceptant un scrutin dont l'objet n'est pas fondé et dont le résultat est acquis d'avance. Leur position est essentiellement guidée par leur volonté de maintenir intacte l'illusion d'un changement possible de système par la voie pacifique des élections bourgeoises. S'ils répondent *NON* c'est également, comme le proclame leur « programme pour un gouvernement non débarrassé de l'Etat capitaliste », parce qu'ils sont partisans d'étendre le « Marché commun » à l'Europe de l'Est dominée par le social-impérialisme soviétique : « *Conscient que la France ne saurait sans inconvénients sérieux rompre unilatéralement les liens créés par l'existence du Marché commun, le nouveau gouvernement* (celui que constitueraient les dirigeants révisionnistes et les dirigeants « socialistes ») *refusera cependant de confiner notre pays dans le cadre étroit de la petite Europe* ». Ils agissent ainsi dans le jeu de la grossière intervention de Brejnev dans les affaires intérieures de notre peuple, lorsqu'il lance, à la veille de ce référendum, l'idée d'une coopération entre le Comecon (marché commun des pays révisionnistes soumis à la baguette sociale-impérialiste de l'U.R.S.S.) et son homologue ouest-européen.

La classe ouvrière et le peuple de France déjoueront les grandes manœuvres de leurs principaux ennemis, les exploiteurs capitalistes, auxquelles répondent celles des dirigeants révisionnistes, liés au social-impérialisme soviétique.

En refusant le jeu voulu par la bourgeoisie, travailleurs manuels et intellectuels, ouvriers et paysans orienteront leurs luttes dans la juste voie du mouvement révolutionnaire de masse, vers la préparation réelle et sérieuse de la révolution prolétarienne pour la destruction du régime capitaliste et son remplacement par le socialisme, pour remplacer la dictature de la bourgeoisie, pouvoir exploiteur et oppresseur d'une minorité, par la dictature du prolétariat, pouvoir libérateur de l'immense majorité du peuple.

Le 23 avril, refusez le piège de l'électoralisme !

Refusez les urnes du mensonge et de l'exploitation capitalistes !

Ne votez pas ! Abstenez-vous !

Rejetez vos illusions électoralistes et préparez-vous à de plus grandes luttes révolutionnaires, dans les usines, dans les villes, dans les campagnes, dans les universités !

25 mars 1972.

IRRÉSISTIBLE DEVELOPPEMENT DES LUTTES PROLÉTARIENNES

Les ouvriers de Girosteel poursuivent la lutte, plus fermement que jamais, depuis maintenant 8 semaines.

Renault Penarroya, Creusot-Loire, Paris, Sollac, Joint-Français, Peugeot, Girosteel, partout la colère de la classe ouvrière éclate, sa combativité et sa conscience révolutionnaire grandissent, ses luttes se font toujours plus longues, plus nombreuses, plus dures.

De plus en plus, rejetant la résignation, la division, le paternalisme, la collaboration de classe, c'est sur de justes positions CLASSE CONTRE CLASSE qu'elle se bat.

SUR DES REVENDICATIONS, D'ABORD, QUI L'UNIFIENT AU LIEU DE LA DIVISER :

— Pour des augmentations non hiérarchisées des salaires et un salaire minimum décent, comme à « Penarroya », « Paris », « Saint-Brieuc », « Girosteel ».

— Contre les conditions de travail infectes et dangereuses, les journées qui s'étirent, les cadences épuisantes, comme à Penarroya, aux papeteries Zig-Zag de Thonon, au Joint-Français de Saint-Brieuc.

— Contre les licenciements que le capital entend imposer pour rentabiliser au maximum ses profits, comme à Girosteel ou à l'Alsthom-Saint-Ouen.

AVEC DES METHODES DE LUTTE QUI MOBILISENT A LA BASE ET DANS L'ACTION

Quand les travailleurs prennent leurs affaires en mains, ce n'est pas pour des « grévettes-soupapes » ou des « pétitions-avertissements » qui tentent de faire croire qu'on peut marquer des points contre l'adversaire en faisant l'économie de la lutte ! C'est pour la grève longue et dure avec occupation, qui touche l'ennemi de classe là où il est sensible : en paralysant la production le temps nécessaire pour l'amener à plier (5 semaines de grève à Penarroya, 50 jours à Thonon, 8e semaine qui commence à Girosteel...)

Grèves dirigées par l'ensemble des travailleurs, syndiqués et non syndiqués, décidant quotidiennement de l'orientation de l'action, se succédant aux piquets de grève, rédigeant le cahier de revendications, contrôlant les négociations, organisant l'auto-défense contre les jaunes et les flics.

Ce sont là des méthodes d'actions et mots d'ordre prolétariens qui démasquent les traîtres à la classe ouvrière, les dirigeants révisionnistes ou réformistes pourris qui tentent vainement d'endiguer sa lutte. Les grèves récentes le montre : C'est de plus en plus largement que les masses ouvrières se détournent d'eux quand ils ne les affrontent pas directement (Peugeot, Creusot-Loire...).

(suite page 8)

La bataille de "l'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner !

NE RELACHONS PAS NOTRE SOUTIEN FINANCIER

Après être restée durant plus de trois ans au tarif de 1 F, « l'Humanité Rouge » passe dès ce numéro à 1,50 F. C'est là le résultat inévitable des diverses hausses intervenues dans les frais de composition et de distribution du journal. Le nouveau tarif de 1,50 F constitue le minimum auquel notre journal peut être vendu.

Dans ces conditions il est INDISPENSABLE que la souscription permanente connaisse un nouvel essor. Nous appelons encore une fois nos camarades et sympathisants à s'adresser avec AUDACE et CONFIANCE aux masses pour que dès les prochains numéros la souscription permanente se renforce.

Si le soutien financier venait à se relâcher, nul doute que bientôt la parution normale du journal se trouverait compromise et qu'il faudrait envisager une nouvelle augmentation de son prix de vente.

LA BATAILLE DE « L'HUMANITE ROUGE » RESTE A GAGNER !

GUIDES PAR L'IDEOLOGIE PROLETARIENNE, NOUS LA GAGNERONS !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Francs
Anonyme (Ouest) H.R. vaincra !	28,80
Pour la défense de H.R.	32,20
Soutenons notre presse	96
A.M.	1,50
Des camarades de l'Ouest Nous gagnerons la bataille de « l'Humanité Rouge »	70
Comité André et François Marty	100
P.E. - Lecteur de l'H.R.	1
Deux lecteurs sur un marché	1,50
Deux camarades P.S.E. (mars)	110
F.H. - Soutien mensuel	100
Un jeune ouvrier - H.R. vaincra !	1
G.T. - H.R. vaincra !	50
Les amis du bassin	30
Pour que vive l'H.R. - C.Z.	5
Souscription de mars, pour le juste combat idéologique et politique de l'H.R.	8
Simone - l'H.R. vaincra !	5
Vive le 6e Congrès du P.T.A.	8
Souscription du Comité de Rédaction de l'H.R.	105
Souscription de masse :	
Un opérateur	5
Une travailleuse TC	1
Un opérateur	4
Un opérateur	4
Un électro	1,50
Un opérateur	10
Un électro	1
Un opérateur	6
Un opérateur	0,50
Une sympathisante P.C.F	5
	38
A.L.T.	410
Un professeur	100
M.J.P.	3
Pour la victoire des marxistes-léninistes et de la pensée-maotsétoung	42
Léon	3
Une lycéenne	4
G.D. - Ecrasons le Révisionnisme	200
Cercle E. Ouandié (2e vers. de mars)	100
Une sympathisante - H.R. vaincra ! (soutien mensuel mars)	20
Une ouvrière veuve et mère de famille	0,40
Un soldat marxiste-léniniste - Soutien à H.R.	10
M.B. - Soutien à notre presse	4,30
Dominique	2,50
Un travailleur africain	5
Collecte inter entreprise	25
Un éducateur marxiste-léniniste	50
Souscription dans un lycée	24
Un chauffeur livreur	1
Un couple de camarade (versement de mars) - H.R. vaincra !	100
Total de la semaine	**1 895,20**
Total précédent	**176 810,48**
Total général déjà utilisé pour le règlement de l'H.R	178 705,68

RECTIFICATIF

Dans notre précédent numéro, un passage important de l'article « Brésil : lutte du peuple contre ses bourreaux » a été en partie coupé par erreur, devenant ainsi incompréhensible.

Voici le passage intégral :

« Mais le peuple n'est pas seul dans son combat. Le Parti Communiste du Brésil, détachement d'avant-garde du prolétariat brésilien — dont on fête ces jours-ci le 50e anniversaire — éclaire son chemin, guide sa lutte pour la liberté et l'indépendance nationale, pour l'affranchissement de l'exploitation féodalo-capitaliste, pour faire triompher le socialisme. Héritier des meilleures traditions communistes et révolutionnaires brésiliennes, il s'est réorganisé, il y a Dix ans, consacrant ainsi la victoire des marxistes-léninistes authentiques sur les éléments révisionnistes qui tentaient de dévoyer son combat.

Depuis, malgré des difficultés innombrables, il s'est renforcé et trempé dans la lutte résolue contre le fascisme, l'impérialisme et le révisionnisme, se liant toujours plus étroitement aux masses ouvrières et paysannes aux forces révolutionnaires, pour leur indiquer le chemin de la victoire. »

COMMENT JE SUIS VENU AU MARXISME

COMMENT SUIS-JE VENU AU MARXISME

Je vous écris pour vous faire part des événements qui m'ont amenés au marxisme.

Je me rendais compte que dans la société française quelque chose ne tournait pas rond : hausses des prix, injustices sociales, scandales, et j'en passe...

Mon père avait des sentiments communistes, et de plus il avait combattu avec les soviétiques en Allemagne. Mais pour moi, alors miné par la propagande bourgeoise, l'Union Soviétique n'était pas l'idéal.

A la fin de mes études, pendant les vacances scolaires de 1970, un camarade m'apporta à plusieurs reprises un journal qu'il avait découvert en kiosque, c'était « l'Humanité Rouge ». Nous discutions ensemble sur les articles qu'il contenait et c'est ainsi que je fis connaissance avec l'avant-garde marxiste-léniniste de France. Mais je n'approuvais pas encore en totalité la valeur politique de « l'Humanité Rouge ». Les germes de racisme glissés en moi par la bourgeoisie me faisaient critiquer certains passages se rapportant aux immigrés : je les accusais à l'époque de voler le pain des Français.

Puis j'entrais comme apprenti dans un garage. C'est ici que j'ai vraiment compris la réalité de la lutte de classe, et à chaque brimade que me faisait souffrir le patron ou le chef d'atelier, je réalisais que la révolution prolétarienne était le moyen le plus radical et le plus digne des ouvriers de France, et du monde, de se débarrasser de la vermine capitaliste.

Puis les événements se précipitèrent, je fus renvoyé et me retrouvais manœuvre en maçonnerie chez un patron au bord de la faillite. Ayant eu l'occasion de travailler avec des ouvriers immigrés, j'ai eu la révélation des conditions de travail qui leur étaient imposées (engueulades à tout moment « plus vite, toujours plus vite, pousse-toi tu me gênes, fais-ci, fais-ça, et si tu n'est pas content t'as qu'à retourner chez toi »).

Oui, c'est ainsi que sont traités nos frères immigrés, comme si c'était un crime d'être immigré (mon grand père est venu s'installer en France il y a plus de 60 ans et à l'époque on le traitait de sale italien).

Depuis l'idée du racisme a abandonné mon esprit et je suis devenu un ardent partisan de la révolution prolétarienne ; que l'on juge pourquoi !

Et si je suis encore ignorant des moyens pour y parvenir j'ai le ferme espoir que l'étude de la théorie et des principes du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung me permettra d'avancer dans la voie de l'édification du socialisme.

J'ai eu beaucoup de chance de découvrir directement « l'Humanité Rouge », ceci m'a évité les erreurs des voies révisionnistes et gauchistes, et je remercie vivement et fraternellement tous les camarades qui m'ont permis de trouver ma voie et à qui je puis m'adresser amicalement, étant assuré de leur considération.

Camarades et frères de toutes les régions de France, ralliez l'avant-garde marxiste-léniniste !

Vive « l'Humanité Rouge ! ».

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

ETABLISSEMENTS PARIS (Nantes)

Après avoir fait évacuer l'usine par les gardes mobiles, la direction de choc a monté une nouvelle provocation contre les grévistes qui continuent la lutte : des commandos de la maîtrise et des cadres qui dirigent un prétendu « Comité de défense de la liberté du travail » ont agressé les piquets de grève, blessant plusieurs ouvriers. La direction a organisé un référendum bidon pour proclamer la reprise du travail. En dépit de toutes ces multiples provocations les travailleurs continuent à se battre avec détermination pour imposer une augmentation de salaire de 64 F pour tous et défendre le droit de grève de la classe ouvrière.

Unité à la base et dans l'action, classe contre classe !

« LE JOINT FRANÇAIS » (Saint-Brieuc)

Malgré l'occupation de l'usine par les gardes mobiles la grève se poursuit et se durcit. La solidarité aux grévistes s'organisent activement dans les entreprises de la ville et les petits paysans de la région assurent le ravitaillement des grévistes et de leurs familles.

CEDIS (Besançon)

Depuis le 9 mars la grève se poursuit pour imposer une augmentation de salaires à moins de 1 000 F et le 13e mois. Les piquets de grève organisés par les travailleurs devant les entrées du magasin « mammouth » sont régulièrement agressés par des commandos de la maîtrise et les flics. Le 20 mars une assemblée générale de grévistes décida de se prolonger par une manifestation dans les rues de la ville qui a grossi ses rangs tout au long du parcours.

Pas de salaires à moins de 1 000 F !

USINE « ALPINE » (Dieppe)

Les ouvriers se sont mis en grève depuis le 16 mars pour exiger la satisfaction des revendications suivantes :

— Nouvelles élections professionnelles dans l'entreprise ;

— Amélioration des conditions de travail (aération atelier de peinture, protection atelier de soudure, portes aux WC, etc.;

— A travail égal, salaire égal. Suppression des abattements d'âge";

— Arrêt des amendes, sanctions et licenciements.

Les grévistes ont manifesté dans les rues de Dieppe pour appeler l'ensemble des travailleurs à soutenir leur lutte.

DONGES (Loire-Atlantique)

Grève des ouvriers des raffineries Antar pour exiger l'augmentation des salaires et la diminution de la durée du travail et des cadences.

L'armée prépare la guerre civile

Du 20 au 23 mars se sont déroulées entre Seine et Loire des manœuvres d'un genre particulier comme on va le voir. Y étaient engagés : cinq mille soldats du contingent, cent cinq brigades de gendarmerie, et enfin quatre sections aériennes. Ajoutons que la population et les municipalités de la région étaient invitées à collaborer étroitement avec l'Etat-major pour lui fournir tout renseignement concernant les déplacements... d'un envahisseur éventuel peut-être, penserez-vous ? Eh bien non, de « forces armées révolutionnaires » agissant comme au Vietnam ainsi que le révèle le très officiel « France-Soir ». Le rôle de figurants de cette « armée révolutionnaire » était tenu par sept cents commandos, élèves officiers des écoles militaires. Cette manœuvre de guerre civile n'est pas la première du genre. Les manœuvres de ce genre sont systématiques depuis quelques années. L'orientation de l'armée est de plus en plus clairement la préparation à la guerre civile, à la répression sanglante des luttes populaires.

Cela se trouve encore confirmé par la révélation récente d'un rapport de la sécurité militaire destiné aux officiers supérieurs, et définissant le rôle de l'armée dans la répression violente des luttes du peuple, dans les villes en particulier.

Le rôle de répression de l'armée n'est pas nouveau, elle est faite pour cela, elle est un pilier de la dictature bourgeoise. Mais ce qui est nouveau c'est que la préparation à la guerre civile devient l'activité principale de l'armée.

Il y a là de quoi faire réfléchir ceux qui s'illusionnent encore sur les propos révisionnistes concernant la valeur des bulletins de vote.

DERNIERE MINUTE :

Usine Paris (Nantes)

Riposte ouvrière à la violence réactionnaire

En dernière minute nous apprenons qu'à la suite de la sauvage agression des gardes mobiles contre les ouvriers en grève de l'usine Paris à Nantes, ayant fait six blessés, la classe ouvrière de Nantes a infligé aux patrons et à leurs chiens sanglants une vigoureuse riposte : sous forme de grève générale et manifestation de masse.

UTILISER UN ACQUIS POUR SERVIR LE PROLETARIAT

Comme nous l'avons exprimer dans les colonnes de l'« Humanité-Rouge », c'est dans les syndicats révisionnistes ou réformistes, ou quelquefois en dehors des syndicats, que les communistes marxistes-léninistes et les ouvriers avancés ont un rôle historique à remplir, dans la lutte contre le capitalisme exploiteur, pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est au sein des entreprises, dans les usines, les chantiers, les lieux de travail que les marxistes-léninistes servent le mieux la classe ouvrière, dans sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme, par l'application du juste mot d'ordre CLASSE CONTRE CLASSE.

Mais c'est aussi dans les luttes quotidiennes, CLASSE OUVRIERE CONTRE BOURGEOISIE CAPITALISTE, que nous démasquerons les commis de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier, propageant le révisionnisme moderne, ce courant idéologique bourgeois qui prône sans cesse sa ligne de collaboration de classe, les négociations sans principes avec les monopoles, freine les luttes naissantes, sabote les luttes dures comme à Penarroya ou ailleurs.

Le mouvement ouvrier, tout au long de sa lutte contre le capital, a arraché des conquêtes certaines, quoique modestes, que nous devons utiliser au service du prolétariat, comme cela fut le cas au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Un de ces moyens à utiliser, sur une juste ligne de lutte de classe, c'est le mandat de délégué du personnel qui facilite, entre autres, la liaison directe avec les travailleurs de l'entreprise.

Cet acquis de la classe ouvrière fut arraché dans la lutte voilà bientôt 26 ans. La bourgeoisie capitaliste fut contrainte de fixer le statut de délégués du personnel par la loi du 16 avril 1946, qui reste malgré tout dans le cadre étroit de la société capitaliste. Cette loi ne fut en réalité que la suite des grandes grèves de 1936. C'est à cette époque que furent institués les délégués d'atelier par l'accord du 7 juin 1936 à l'Hôtel Matignon.

Si aujourd'hui nous abordons cette question, cela est sans illusion de notre part sur la répression qu'encourent les délégués du personnel lorsqu'ils pratiquent une juste ligne prolétarienne, la ligne CLASSE CONTRE CLASSE.

Pour faire échec à la répression patronale, c'est l'action des masses qui seule est déterminante.

L'utilisation d'un mandat de délégué du personnel comporte des aspects positifs non négligeables, si ce n'est d'utiliser *pleinement les quinze heures* allouées chaque mois à chaque délégué pour se lier toujours plus aux travailleurs de l'entreprise sur les problèmes de la classe ouvrière, non seulement de l'entreprise, — ce qui est une bonne chose —, mais également sur les luttes de la classe ouvrière sur le plan national et international.

Comment les candidats peuvent-ils être présentés ?

Selon la loi, au premier tour les organisations syndicales les plus représentatives ; sinon, au deuxième tour les candidatures sont libres si le nombre de votants est inférieur à la moitié des électeurs inscrits ou s'il n'y a pas eu de candidats au premier tour (à condition d'en faire la demande à l'inspection du travail). Dans tous les cas les candidats présentés par les organisations syndicales ou « individuelles » ont intérêt du point de vue « sécurité » d'adresser une lettre recommandée à l'inspecteur du travail, afin de se trouver « protégés » par le décret du 7 janvier 1959, *sans en avertir le patron*.

Un délégué du personnel c'est un militant responsable qui pratique la ligne prolétarienne, CLASSE CONTRE CLASSE. Il doit déjouer aussi bien les duperies paternalistes du patron et de l'Etat-patron que leurs menaces ; cette dégénérescence est due essentiellement à la ligne révisionniste de la direction confédérale de la C.G.T. qui pratique la collaboration de classes.

Le candidat délégué, lorsqu'il est présenté ou se présente aux élections professionnelles, doit s'engager devant les travailleurs, sur un programme de classe minimum.

1° Les revendications sont l'affaire de tous les travailleurs, y compris les travailleurs temporaires, et auront un caractère unificateur : *augmentation uniforme des salaires, non aux augmentations hiérarchisées ; pas de salaire inférieur à 1 200 F net par mois ; les 40 heures tout de suite sans diminution de salaire. NON aux licenciements ; NON au chômage, produit du capital; la retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes; à travail égal, salaire égal pour les jeunes, les femmes, les immigrés ; travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière, les mêmes droits.*

2° Des comptes rendus réguliers de son mandat de délégué du personnel auront lieu devant la section syndicale de lutte de classe, et devant les travailleurs réunis en assemblée générale.

3° Lors des discussions avec le patron ou le P.D.G., il ne signera aucun texte, aucun compromis sans en avoir référé aux travailleurs, qui seuls sont habilités à trancher.

4° Lorsque les travailleurs décident la grève, un comité de grève sera mis en place suivant les principes de la démocratie prolétarienne rappelés dans l'« Humanité-Rouge » n° 106.

5° Le délégué du personnel appliquera le principe de la Commune de Paris, RESPONSABLE ET A TOUT INSTANT REVOCABLE par les travailleurs.

6° A la fin de son mandat, le délégué soumettra le bilan de son action à la critique des travailleurs réunis en assemblée générale, qui pourront renouveler son mandat pour une deuxième année.

Le candidat délégué présenté par la section syndicale de lutte de classe, lorsqu'il est élu est responsable devant cette dernière, ce qui est l'affaire de tous les adhérents et non d'une petite poignée. Ne voyons-nous pas dans certaines entreprises des délégués désignés en comité restreint ou s'auto-désignant. Cette pratique est celle des dirigeants révisionnistes de la C.G.T. dont le but est de conserver la direction politique pour appliquer leur ligne de collaboration de classe, coupée de plus en plus des masses.

Dignes continuateurs des communards, les révolutionnaires prolétariens doivent gagner de plus en plus la confiance des masses dans leur pratique de tous les jours en appliquant la ligne prolétarienne pour arracher la classe ouvrière au courant idéologique bourgeois, le révisionnisme moderne.

DELLE ALSTHOM (St-Ouen) : 525 licenciements

A BAS LES LICENCIEMENTS !

La loi économique fondamentale du capitalisme c'est « le maximum de profit » !

Pour que ses super-profits (10 milliards de chiffre d'affaires) ne baissent pas, le puissant trust de la construction électrique C.G.E.-ALSTHOM (qui emploie 113 000 personnes) jette à la rue les 525 ouvriers et employés de Delle-Alsthom à Saint-Ouen, comme on jette une machine qui n'est plus rentable.

Le motif donné ? La baisse des commandes.

La vérité ? Quelles que soient les conditions, le capital organise toujours le chômage. Il y a près de 800 000 chômeurs en France.

C'est dans le cadre de ses restructurations que C.G.E.-Alsthom envisage également la fermeture, ou la réduction d'horaires (sans compensation de salaire) et de personnel à l'usine de Colombes, à Rateau (filiale d'Alsthom) à La Courneuve.

L'usine d'Alsthom Saint-Ouen, par accord de rationalisation de production entre Alsthom et la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.), est devenue une filiale des deux géants français de la construction électrique, et se trouve divisée en deux usines indépendantes l'une de l'autre : Alsthom-Savoisienne et Delle-Alsthom.

Mais les intérêts des travailleurs des deux usines sont les mêmes, leur exploition est identique, l'avenir des ouvriers de Savoisienne est tout à fait incertain.

L'action est engagée

Mercredi 15 mars : Des pétitions sont portées au siège de l'Alsthom, au siège de la C.G.E., à la direction de Saint-Ouen, à l'inspecteur du Travail et à la Direction départementale de la main-d'œuvre.

Vendredi 17 : A 14 h 30, la totalité du personnel de Delle débraye. La direction générale annonce, lors de la réunion exceptionnelle du C.G.E., que les fabrications de Delle Saint-Ouen seront renvoyées aux trois usines de Chalon, Mâcon, Villeurbanne ; que d'ici octobre, les 525 emplois seront supprimés.

Mardi 21 : A 9 h 30, un débrayage commun (Delle-Alsthom, et Alsthom-Savoisienne ; C.G.T. et C.F.D.T.) rassemble plus de 1 000 travailleurs (sur 1 860). 600 à 700 participent à une manifestation dans Saint-Ouen.

Mercredi 22 : A 9 h 30, les travailleurs de Delle débrayent et défilent dans les ateliers et bureaux de la Savoisienne.

Vendredi 24 : A 9 h 30, débrayage commun (sauf les bureaux) d'environ 800 travailleurs, et manif (plus de 500) devant le siège de la C.G.E. Des délégations d'autres usines (Alsthom Colombes, siège Alsthom, Steim Industrie, C.G.E.E.-Alsthom de Levallois) ont rejoint le groupe Alsthom Saint-Ouen. La direction de la C.G.E. refuse de recevoir les délégations, exprimant ainsi son profond mépris de la classe ouvrière. Il n'y a vraiment plus d'illusions à se faire sur de telles démarches.

Un débrayage est prévu lundi 27 à l'usine de Villeurbanne (siège de Delle-Alsthom). Déjà, la Savoisienne a manifesté mardi, massivement, sa SOLIDARITE avec Delle. D'autres usines de la société, notamment Villeurbanne, Mâcon, et du groupe (le siège Alsthom à Paris) ont engagé des actions de soutien.

Face à l'attitude ignoble du patronat et du grand capital, il est indispensable d'intensifier la LUTTE DE CLASSE, pour cela il n'y a qu'une possibilité : L'OCCUPATION des usines !

Popularisons la lutte des travailleurs d'Alsthom !

Correspondant H.R.

R.A.T.P. : Non aux négociations-bidon !

Après d'innombrables heures de discussion à la direction de la Régie, nous sommes en mesure de nous réjouir encore une fois de plus. Rendez-vous compte ! 5,50 % d'augmentation pour l'année 1972 et en trois fois... Paraît-il que cela s'appelle un contrat de progrès.

La R.A.T.P. se classe encore bonne dernière par rapport aux autres entreprises du secteur public et nationalisé : Bien sûr, la C.G.T. se lamente, l'unité n'était pas faite : F.O., C.F.T.C., Autonome, C.F.T. ont signé ce contrat, alors que la C.G.T. et la C.F.D.T. se sont abstenues. Ici, à la R.A.T.P., nous savons bien que les syndicats signataires sont les paillassons de la direction. De toute manière une unité au sommet, nous n'en voulons pas, seule l'unité à la base sera payante. C'est pourquoi, nous travailleurs marxistes-léninistes, armés de la pensée-maotsé-toung, nous nous efforçons de la réaliser.

Assez de parlottes stériles, il est grand temps d'établir une plate-forme revendicative qui soit correcte et juste. Le front unique de la classe ouvrière ne sera réalisé que par la base et c'est comme cela que nous pourrons imposer notre volonté au gouvernement et à la direction de la Régie.

LE CONTRAT PEUT BIEN ETRE SIGNE MAIS NOS REVENDICATIONS DEMEURENT.

Décidément, l'union des syndicats C.G.T. des transports parisiens a bien retenu la leçon de Séguy au lendemain de la grève du métro : « Maintenant nous passerons à d'autres formes d'actions ». Quelles formes d'actions avons-nous, sinon la grève ?

La C.G.T. réclame la réouverture des négociations. A cela, nous répondons non — une seule forme de lutte, la grève.

Les discussions qui n'aboutissent à rien on en a marre, les 5,50 % d'augmentation c'est de la frime,

1,40 % au 1er mars
1,60 % au 1er septembre
2,50 % au 1er décembre

surtout que Giscard d'Estaing vient de capituler devant le C.N.P.F. at en avant pour la liberté des prix ! Notre augmentation, on l'aura bouffée avant de l'avoir touchée.

Travailleurs de la R.A.T.P., syndiqués ou non, tous unis à la base et dans l'action, dans un combat de classe contre classe, nous écraserons la vermine capitaliste et révisionniste pour l'instauration de la dictature du prolétariat.

Des travailleurs marxistes-léninistes de la R.A.T.P.

« Nous servons le peuple et ne craignons donc pas, si nous avons des insuffisances, qu'on les relève et qu'on les critique. N'importe qui peut les relever. S'il a raison, nous nous corrigeons. Si ce qu'il propose est utile au peuple, nous agirons en conséquence ».

Mao Tsé toung (« Servir le peuple », 8 septembre 1944.)

Les ouvriers avancés, en appliquant cette juste ligne prolétarienne, créeront les conditions indispensables au développement du FRONT UNIQUE de la classe ouvrière.

Utilisons donc cet acquis de la classe ouvrière au service du prolétariat pour mener à bien la disparition du salariat et du patronat.

Luc DACIER.

ALBANIE :

LES MASSES POPULAIRES DEPLACENT DES MONTAGNES

Le VI[e] Congrès du Parti du Travail d'Albanie, qui fut une grande manifestation d'esprit révolutionnaire prolétarien, s'est terminé le 7 novembre dernier. Les habitants de Tirana, le peuple albanais tout entier ont fêté dans la joie et l'enthousiasme cet événement, qui coïncidait avec l'anniversaire du glorieux Parti du Travail d'Albanie, fondé voici trente ans par une poignée de communistes, dont le camarade Enver Hoxha, dans une Albanie meurtrie mais révoltée sous la botte fasciste de Mussolini.

Dès la fin du Congrès, tous les travailleurs d'Albanie, ouvriers, paysans, intellectuels, ont pris l'engagement de redoubler leurs efforts afin de réaliser avant terme les tâches fixées par le Congrès, notamment celles du V[e] plan quinquennal (1971-1975). Mais depuis des mois, et pour fêter l'anniversaire de la fondation du Parti, le peuple albanais avait déclenché de larges mouvements d'émulation socialiste pour offrir en cadeau au Parti de merveilleuses réalisations industrielles et sociales. Le plus beau de ces cadeaux aura été sans nul doute l'hydrocentrale « Mao Tsé toung », terminée avant terme à cette occasion, et qui est le plus gros ouvrage hydroénergétique du pays (250 000 kW).

L'Albanie est un immense chantier d'édification où petits et grands, hommes et femmes, ouvriers et paysans, intellectuels et manuels travaillent avec ardeur et dans la joie, unis comme des frères, car tous savent qu'ils sont les maîtres du pays, c'est-à-dire qu'ils travaillent pour eux-mêmes, et non pour une poignée d'exploiteurs ; chacun sait que son labeur servira au bien-être de tous, et non à l'enrichissement de quelques parasites. Voilà l'image qu'offre ce pays où la révolution a supprimé à jamais l'exécrable exploitation de l'homme par l'homme, ce pays transformé par la dictature du prolétariat en terre de liberté et de fraternité.

L'organisation de mouvements de masse est une constante dans un pays authentiquement socialiste comme l'Albanie. Dans ce domaine, une place particulière revient à ce que les Albanais appellent « les actions de masse à assauts concentrés », au cours desquelles des milliers de gens se mobilisent pour « frapper un grand coup », « monter à l'assaut d'une difficulté » et résoudre un problème complètement et en un temps record. Dans cette lutte de masse pour embellir la patrie socialiste, comme dans la guerre populaire, la victoire peut être obtenue par une bataille « de décision rapide » — comme dans la région de Vlora où, le 7 septembre dernier, 18 500 travailleurs creusèrent une tranchée (pour conduites de gaz) de 28,5 km *en sept heures* seulement. Ou bien cette victoire vient à l'issue d'un combat prolongé, où l'ennemi est mis en pièces « unité après unité ». Ainsi au mois d'août, 17 000 habitants du Nord de l'Albanie ont aménagé une route sur une longueur de 43 km, dans un terrain extrêmement accidenté et rocheux, *en dix jours de travail* (cette route est vitale, car elle conduit à l'emplacement de la future hydrocentrale de Fierzë, ouvrage gigantesque du V[e] quinquennat — 400 000 kW).

Lancé par le Parti du Travail d'Albanie, le mouvement des « actions à assauts concentrés » a pris naissance il y a deux ans, le 14 décembre 1969, lorsque 12 000 travailleurs du district de Dibra ont creusé en huit heures un canal de 22 km. Depuis, dans toute l'Albanie, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes ont participé à de telles actions.

Afin de voir toute la richesse de ces mouvements sur les plans économique, politique et idéologique, nous allons examiner l'un d'eux qui fut remarquable : celui qui a vu l'an dernier se construire 625 logements en six mois à Elbasan (ville en pleine expansion industrielle, au centre de l'Albanie). Comme dans beaucoup de cas, cette action a été menée à bien entièrement *bénévolement* par les travailleurs, qui n'ont réclamé aucune rétribution.

Ainsi de juillet à décembre 1970, *par le seul travail volontaire de milliers de gens,* cette ville de 50 000 habitants s'est agrandie d'un quartier nouveau avec ses crèches, son cinéma, son centre commercial, etc., où plus de 3 000 personnes sont venues loger (soit le quart des habitants que comptait la ville en 1938).

Dans un village, les vétérans se sont organisés, de leur propre initiative, pour la défense de la patrie.

LES GERMES DU COMMUNISME

Lorsqu'on pénètre un dimanche sur le chantier du futur quartier « Partisan » d'Elbasan, on mesure l'étendue de la mobilisation populaire. Des milliers d'hommes, de femmes, de jeunes, donnent véritablement l'impression de « monter à l'assaut » des immeubles de briques et de pierres. Le drapeau rouge qui flotte sur le chantier rappelle qu'il s'agit d'un véritable combat, mené sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti. Ce qui frappe, c'est la solidarité, la joie, la fraternité, et aussi la discipline, la parfaite organisation.

Ici s'affirme l'excellente PRODUCTIVITE DU TRAVAIL VOLONTAIRE, spécialement lorsqu'il est combiné avec l'action de masse. Pourquoi ? parce qu'il s'agit d'un travail hautement conscient, révolutionnaire, désintéressé, où la primauté absolue est donnée à l'intérêt collectif, et où prend corps la solidarité entre travailleurs. Si un groupe de volontaires a quelque difficulté, alors d'autres groupes lui viennent en aide. L'émulation socialiste n'est pas conçue dans cet esprit petit-bourgeois de la « compétition » et de la « concurrence » propres au capitalisme, où finalement l'égoïsme et l'individualisme ont le dernier mot. Elle ne dresse pas les travailleurs les uns contre les autres, comme dans l'usine capitaliste. Elle est au contraire entièrement au service de l'œuvre collective, elle renforce la solidarité entre volontaires, elle sert à affirmer la supériorité de l'organisation prolétarienne, communiste du travail.

Sur le chantier « Partisan », chacun est animé de la même énergie, du même élan révolutionnaire, et ce qui distingue les groupes, c'est *l'organisation.* Ceux qui ont une bonne organisation dépassent les prévisions. Alors les retardataires se réunissent et, souvent aidés par les groupes d'avant-garde, découvrent et corrigent leurs défauts. Le rythme de travail de l'ensemble reste de la sorte à un haut niveau.

Un des nombreux exemples de la mobilisation populaire pour la construction du socialisme : les ouvriers, les paysans, les jeunes participent bénévolement à des travaux utiles au développement économique du pays.

Le chantier est une grande école révolutionnaire, une école de discipline, de solidarité dans le travail, où apparaissent déjà les germes du communisme.

En parlant des « samedis communistes » (*), Lénine écrivait :

« Le communisme implique une productivité du travail supérieure au rendement capitaliste, d'ouvriers bénévoles, conscients, associés, qui mettent à profit la technique moderne. Les samedis communistes sont infiniment précieux, comme le début réel du communisme ».

Et Lénine ajoutait que le communisme commence là où se manifeste la volonté (pleine d'abnégation dans des moments difficiles) qu'ont de simples ouvriers d'accroître la production, d'augmenter le rendement, de résoudre des problèmes économiques — non pas pour eux-mêmes, ni même pour leurs proches, *mais pour l'ensemble de la société,* pour les millions d'hommes réunis dans la patrie socialiste.

C'est cette voie décrite par Lénine que suivent le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie.

(*) Les samedis de travail volontaire organisés par les bolchéviks en 1919.

PRIORITÉ A LA VOIX DES MASSES

Pour mener à bien une telle action de masse, mobilisant des milliers de volontaires, l'élan révolutionnaire ne suffit pas, il faut savoir l'organiser pour le rendre efficace. Comme toujours, le Parti du Travail a déployé *la ligne de masse* pour résoudre les nombreux problèmes et affronter les difficultés qui n'ont pas manqué de surgir.

Dans la phase de préparation minutieuse de l'action, le Parti a veillé à ce que chaque travailleur d'Elbasan, considéré comme un futur « maçon volontaire », *puisse exprimer librement son opinion.* Des groupes de travail, surgis des masses, ont formulé des propositions concrètes pour résoudre le problème du logement posé à la ville. Puis des urbanistes et des architectes compétents ont établi des projets. De cette manière, le problème a été résolu *selon les besoins réels de la population,* et non superficiellement, à la hâte. Cela signifie que le nouveau quartier « Partisan » ne ressemble en rien aux « cités-dortoirs » de chez nous. A Elbasan, les masses ont eu voix au chapitre, elles ont donné leur avis, et le quartier a été construit selon leurs besoins et selon leurs goûts. C'est pourquoi, en plus des immeubles, on a construit des crèches, des jardins d'enfants, des écoles, un centre commercial, des bains et des laveries, un cinéma et un théâtre, on a aménagé un parc, des parterres de fleurs, etc. Chaque logement comporte une salle de bains et un balcon... C'est ce qu'ont exigé les masses.

LES PAYSANS AUSSI...

Qui sont les volontaires ? Des ouvriers, des écoliers, des soldats, des paysans des coopératives... Ils viennent au chantier le soir après le travail, et chaque dimanche, massivement.

La paysannerie des coopératives de la région d'Elbasan a tenu à répondre à l'appel et à venir aider à la construction du nouveau quartier. C'est un exemple de l'alliance indéfectible et puissante de la classe ouvrière et de la paysannerie albanaises. Il faut dire que la classe ouvrière n'a pas ménagé son aide aux coopératives : électrification des villages, construction d'édifices socio-culturels dans les coopératives, aide pour l'irrigation des champs, la plantation d'arbres, les récoltes, etc. Voilà pourquoi la paysannerie coopératrice répond à tout appel de la classe ouvrière avec tant d'empressement.

En retour, les paysans retirent de nombreux profits d'une telle action. Sous la direction de la classe ouvrière, ils font l'expérience de la saine discipline prolétarienne, ils s'inspirent de l'esprit combatif des ouvriers, de leur abnégation dans le travail, ils apprennent à placer l'intérêt général au-dessus de tout, à travailler en exploitant au maximum le temps de travail, comme sait le faire la classe ouvrière.

Le chantier est pour le paysan une grande école révolutionnaire, où il peut concrètement s'imprégner de l'idéologie prolétarienne. En outre, sur le plan technique, il apprend à construire des maisons organisées en quartier, et non pas dispersées comme dans le village traditionnel.

COMMANDEZ

L'HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

4 volumes - Prix : 5 F

Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

L'ÉDIFICATION DU SOCIALISME EST L'ŒUVRE DES MASSES ELLES-MÊMES

Le grand mérite de cette méthode d'action « à assauts concentrés » tient en ce qu'elle maintient vivantes *la mobilisation et l'initiative des masses* propres à la période révolutionnaire de prise du pouvoir, et cela dans les conditions différentes, celles de l'édification du socialisme. Dans ces conditions nouvelles, la tâche est de créer une nouvelle économie, de nouvelles relations sociales, une nouvelle discipline du travail, un HOMME NOUVEAU, et, comme le dit Lénine, cette tâche est plus complexe, car elle ne peut résulter de l'héroïsme d'un élan isolé : « elle commande l'héroïsme le plus persévérant, le plus tenace, le plus difficile d'une action massive et quotidienne ».

Le Parti du Travail a généralisé ces actions de masse comme grande école révolutionnaire, école de lutte contre la routine, le relâchement, l'égoïsme petit-bourgeois, les habitudes léguées par le capitalisme et le féodalisme pourris, etc. Le camarade Enver en a magnifiquement dégagé la portée :

« L'action de masse en général ne présente pas seulement une importance purement matérielle et économique, mais elle revêt aussi une importance politique et idéologique, car elle raffermit parmi les masses l'esprit de solidarité et de collectivisme, exalte l'ardent patriotisme socialiste, suscite en elle la confiance en leurs forces physiques et morales en vue de réaliser vite, bien et avant terme de grands ouvrages collectifs pour le renforcement de la Patrie et le bonheur du peuple, elle renforce la discipline révolutionnaire consciente, la confiance dans la direction juste et inflexible assurée par le Parti, révolutionnarise encore plus l'esprit des gens et rejette les vestiges du passé, les pourritures telles que le bureaucratisme, le conservatisme petit-bourgeois, les survivances religieuses, les coutumes arriérées, etc. » (**).

Ainsi le Parti du Travail d'Albanie a su conserver intact, et même développer en l'adaptant à de nouvelles conditions, le grand souffle révolutionnaire qui anima le peuple albanais lors de la lutte de libération nationale. C'est un gage certain (et réconfortant pour tous les révolutionnaires dans le monde) que l'Albanie rouge est fermement engagée dans la voie du socialisme et du communisme, qu'en Albanie se forge un homme nouveau, capable de barrer la route au révisionnisme, et d'éviter à jamais le danger de restauration du capitalisme.

(**) Discours au 9[e] plenum du Comité central du Parti du Travail d'Albanie, 1970.

Avant de commencer le travail, les ouvrières font une lecture collective du « Zeri I Populitt », journal du Parti du Travail d'Albanie.

L'« action à assauts concentrés » est un excellent moyen de mener à bien cette tâche, elle est une application originale de la ligne du Parti de « révolutionnarisation générale de la vie du pays ».

Dans de telles actions, comme on l'a vu à Elbasan à propos de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, s'affirme *l'autorité morale et politique* du prolétariat. Le prolétariat y montre concrètement qu'il édifie *un type supérieur d'organisation sociale du travail,* et qu'il donne la primauté à l'intérêt de toute la société.

Il ne faut pas s'y tromper : la classe ouvrière ne peut se lancer dans de telles actions que *lorsqu'elle détient le pouvoir,* qu'une fois consolidés les *rapports socialistes de production.* En effet, c'est seulement lorsqu'il n'est plus séparé de ses moyens de production (lorsque leur propriété privée a été abolie par la révolution prolétarienne) que le prolétariat, organisé et conscient, peut donner libre cours à sa puissance créatrice, affronter victorieusement les grands problèmes économiques, faire valoir la supériorité de son organisation et édifier une discipline sociale plus élevée — qui, comme le dit Lénine, est la « discipline des travailleurs conscients et unis, ne connaissant au-dessus d'eux aucun joug ni aucun autre pouvoir que celui de leur propre union, de leur propre avant-garde plus consciente, plus intrépide, plus cohérente, plus révolutionnaire et plus ferme ».

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

LA SEYNE :

Les dirigeants révisionnistes pleurent la mort d'un exploiteur

Les travailleurs apprécieront comme elles le méritent les larmes versées par les dirigeants de la C.G.T. des Chantiers navals de La Seyne, tous membres du P.« C. »F., sur le sort de l'exploiteur Boyer, ancien dirigeant de la Fédération varoise du Conseil national du patronat français, ennemi acharné de la classe ouvrière.

Ils ne manqueront pas de les comparer avec les calomnies déversées par ces « âmes tendres » sur l'ouvrier révolutionnaire Pierre Overney assassiné par les hommes de main fascistes du capital.

D'un côté un exploiteur vers lequel va leur estime, de l'autre un ouvrier qu'ils traitent de provocateur.

D'un côté la bourgeoisie, de l'autre la classe ouvrière.

MM. les Dirigeants révisionnistes ont choisi leur camp !

SYNDICAT C.G.T
DE LA PROVENÇALE
S.P.C.M.N.F.

L'annonce en réunion extraordinaire du comité d'entreprise, du décès de M. Jacques Boyer, président-directeur général, de la S.P.C.M.N.F. (provençale) a profondément ému le syndicat C.G.T. de l'entreprise.

Au cours de nos nombreuses luttes revendicatives nous avons appris à connaître et à apprécier cet homme.

A diverses reprises nous nous sommes heurtés à un adversaire tenace et redoutable, notamment au temps où il assurait la présidence de la fédération varoise du patronat.

Cependant le fait d'être adversaire n'empêche pas l'estime.

Le problème de sa succession est indiscutablement lié à l'avenir de l'entreprise, c'est pourquoi cette disparition nous émeut et nous préoccupe.

En cette pénible circonstance, nous présentons à la famille du défunt les condoléances des syndiqués C.G.T. de la Provençale.

Pour le syndicat C.G.T.
le secrétaire général
Louis BERNARDI.

La vie des cheminots sacrifiée aux profits

A la fin du mois de janvier, deux trains entraient en collision sur un viaduc de Limoges. Par miracle, un seul conducteur a été accidenté. Un pied en moins, un bassin fracturé. Mais les patrons se sont bien occupés de lui : on va le voir à la clinique, les ingénieurs s'écrient : « Avec une bonne prothèse, vous ne vous ressentirez de rien ! » M. l'ingénieur, et si c'était votre pied, si on vous offrait pour toute consolation une belle prothèse à vos mesures après de longs mois de rééducation, montreriez-vous un si bel optimisme ? Le problème ne vous semblerait pas sans doute d'emblée résolu. Il est facile et rassurant de s'émerveiller sur les techniques chirurgicales : vous, vous étiez dans votre lit lorsque le blessé passait ses nuits à gémir.

Autre chose est de prendre des mesures avant que de tels accidents ne se produisent. Mais la S.N.C.F. préfère chercher des responsables parmi les ouvriers de la voie qui gagnent moins de 800 F par mois. Les syndicats peuvent toujours mettre l'accent sur le fait que les employés étaient insuffisamment formés pour des raisons de rendement — comme d'habitude. Le rendement avant tout, bien sûr. Qu'est-ce qu'un pied mutilé ? Qu'a-t-il à réclamer, celui-là, quand sa paie n'est pas supprimée du fait de l'accident ? Il est moins un homme qu'un outil de travail, et l'outil de travail pourra reprendre de nouveau du service dans quelques mois. Avec une bonne prothèse... et l'appréhension d'un nouvel accident. Que les roues du wagon aient roulé à quelques centimètres de son corps en n'écrasant que son pied, devrait lui rendre le sourire et la joie de vivre, n'est-ce pas ? On le lui dit : « Vous avez de la chance : ça aurait pu être pire ». Pour un peu, il faudrait qu'il applaudisse et remercie pour la chance qui lui a été donnée de n'avoir qu'un pied esquinté, et d'avoir souffert des semaines du reste de son corps.

Le dirigeant des manœuvres sur cette voie n'avait été que trois jours à l'étude. Il n'était pas habitué au chantier.

Il n'y avait pas de consigne pour l'E.P. qui était un sous-embauché de la société des Entrepôts pétroliers.

Le sous-chef de gare principal chargé entre autres de la visite des installations, du perfectionnement du personnel, n'est pas secondé par un autre agent qualifié comme l'ont demandé les syndicats, alors que ses tâches actuelles ne lui permettent plus de travailler dans de bonnes conditions.

La manœuvre dangereuse desservant les établissements Jydor n'est jamais accompagnée et dirigée par un agent de la fonction « Mouvement », comme le prévoit la consigne SMA 23 h.

La S.N.C.F. a une fois de plus prouvé qu'elle est avant tout soucieuse de compresser les effectifs en négligeant la sécurité des transports et des voyageurs.

(Suite de la page 8)

Le mercredi 22 mars, les forces de répression, gendarmes et gardes mobiles en très grand nombre, empêchent la distribution de tract. Pendant ce temps, la maîtrise occupe l'entrée centrale de l'usine.

Dans la matinée, les grévistes arrêtent les cars d'ouvriers aux cris de : « Avec nous, avec nous ! » ; au bout d'un moment, les ouvriers sont au nombre de 2 500 grévistes qui marchent jusqu'à l'entrée de l'usine pour faire une démonstration de force.

En effet, la direction disait : « Il y a 200 grévistes. »

A la suite de ces grandes journées de lutte des métallos de Peugeot, la direction a décidé le licenciement de sept délégués syndicaux, trois C.G.T., trois C.F.D.T., un C.G.T.-F.O. ainsi que le licenciement de douze grévistes en raison, déclare-t-elle, de leur «comportement illégal». Comme si cette minorité d'exploiteurs avait un «comportement légal», alors que le capitalisme exploite, opprime les travailleurs qui sont la majorité dans tous les pays. La force créatrice c'est le peuple et nul autre.

Vendredi 24 mars, une manifestation rassemblant un millier de travailleurs ont exigé la réintégration des ouvriers et militants licenciés.

A bas l'exploitation de l'homme par l'homme !

NON AUX LICENCIEMENTS !

Réintégration des licenciés !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

IRLANDE :

LE PEUPLE IRLANDAIS TRIOMPHERA DES IMPÉRIALISTES BRITANNIQUES !

La bourgeoisie monopoliste française et sa fraction la plus fascisante tentent de jour en jour de camoufler de plus en plus la vérité au peuple. La vérité fait peur aux bourgeois. En interdisant à Bernadette Devlin de prendre la parole à Bordeaux, le 14 mars, la bourgeoisie a cru pouvoir empêcher les masses de connaître ce que les impérialistes britanniques trament contre le peuple irlandais.

A une heure où la Grande-Bretagne doit entrer dans le Marché Commun, et à l'heure où un référendum bidon est organisé pour une Europe des monopoles, il ne faut créer nulle peine même légère à l'impérialisme britannique en agonie.

Mais ce que Bernadette Devlin n'a pu dire au peuple français, c'est à nous communistes marxistes-léninistes de le dire.

Les colonialistes britanniques parallèlement à l'emploi de la force armée cherchent par différentes manœuvres, plus rusées les unes que les autres, à maintenir leur domination sur l'Irlande du Nord et a écraser la juste révolte du peuple de ce pays, pour la liberté, l'indépendance et les droits sociaux.

Les mesures prises il y a quinze jours par le gouvernement britannique, de désigner une commission de sept personnaves qui administrerait l'Irlande du Nord pendant trois ans jusqu'à ce que soit trouvée une « solution politique à la crise », ne changera rien à la volonté de lutte du peuple irlandais. Outre des officiels britanniques, participeront à cette commission des « représentants » du peuple d'Irlande du Nord.

Cette manœuvre de l'impérialisme britannique vise en réalité à écarter le peuple d'Irlande du Nord de la lutte pour la liberté et pour ses droits civiques ainsi qu'à camoufler les crimes barbares des envahisseurs britanniques. D'autre part, le gouvernement de Londres et la presse bourgeoise qui défend comme chez nous les intérêts du capital monopoliste, parallèlement à leur démagogie, cherchent à présenter la lutte de libération du peuple irlandais comme un conflit religieux entre catholiques et protestants.

Tout en recourant à ces manœuvres fallacieuses, les impérialistes britanniques prennent des mesures draconiennes contre le peuple et les patriotes d'Irlande du Nord. Les troupes d'occupation britanniques ont droit de vie et de mort pour bien sûr !
le « maintien de l'ordre », bourgeois

Quelques jours auront suffit pour démontrer le caractère de ces manœuvres. Les entretiens entre Heath et le fantoche Faulkner n'ont duré que le temps d'un feu de paille; ce dernier a donné sa démission, n'acceptant pas le transfert des responsabilités de maintien de « l'ordre » du Stormont à Westminster.

C'est ainsi que le 24 mars le gouvernement britannique décidait de prendre en main l'administration de la gestion directe de l'Ulster pour un an, n'ayant que faire du statut d'autonomie créé voilà un demi-siècle. Le gouvernement réactionnaire de Heath a reçu le soutien du Parti Travailliste pour opprimer et continuer sa politique criminelle contre le peuple d'Irlande du Nord.

La social-démocratie a montré une fois de plus son véritable visage de défenseur de l'impérialisme britannique assassin ; la social-démocratie s'est retrouvée main dans la main avec l'impérialisme britannique pour tenter d'écraser la lutte de libération nationale du peuple d'Irlande.

La disparition du fantoche Faulkner est un succès pour le peuple, mais il reste à chasser l'envahisseur britannique.

L'envoi supplémentaire de 2 000 soldats britanniques ou plus, en renfort aux 14 500 qui occupent actuellement l'Ulster, ne mettra nullement fin à la juste lutte des patriotes d'Irlande, mais renforcera l'unité de lutte du peuple de l'Ulster contre l'occupant britannique.

La lutte du peuple d'Irlande continuera à faire des progrès et sera obligatoirement victorieuse parce que juste.

ILE MAURICE :

Mesures fascistes des impérialistes britanniques !

Le gouvernement fantoche de l'île Maurice vendu aux Anglais continue son action. Une nouvelle mesure de répression, cette fois anti-tracts, vient d'être lancée. Toute personne imprimant, distribuant ou ayant en sa possession un tract séditieux risque une peine de prison allant de 3 mois à 2 ans et n'excédant pas 5 ans de servitudes pénales (sic). L'action du M.M.M. (Mouvement militant mauricien, seul parti d'opposition ; le M.M.M. peut compter en cas d'élection sur 85 % des suffrages) est devenue souterraine. En dépit de cette loi, une affiche écrite en rouge a été collée devant le mur de la Cour Suprême à Port-Louis. Cette affiche avait attiré des centaines de lecteurs, son texte traitait de la remise en liberté de Hervé Masson et des détenus de la loi d'urgence et de l'arrivée prochaine de la reine Elisabeth à l'île Maurice... Ne perdant pas de temps, la police a déjà arrêté Mrs Mongroo à Vacoas, alléguant qu'elle a trouvé chez eux quarante-quatre tracts séditieux. La fascisation continue avec l'état d'urgence qui ne sera pas levé de sitôt. Le premier ministre par intérim, sir Abdool Razack Mohamed, l'a déclaré à la revue mauricienne *Week-End* : *« Au contraire, actuellement nous n'envisageons aucun relâchement, il en sera de même pour la G.W.F.* (General Worker Federation, puissant syndicat d'obédience M.M.M. interdit) *dont nous ne sommes pas près à lever l'interdiction. Le gouvernement prendra des mesures de plus en plus fermes. »* Comme on le voit, la tension est de plus en plus forte.

NOUVELLES ARRESTATIONS

(Rappelons que la loi d'urgence autorise le chef de la police — qui est noyauté par des experts anglais — à arrêter n'importe qui à n'importe quel moment et de ne donner qu'un vague motif au bout de quatorze jours d'emprisonnement.) Viennent d'être emprisonnés : Mrs Idriss Allybaccus, vice-président du M.M.M., M. Seeven Chinien, délégué de la branche M.M.M. de Goodlands et membre de la Sugar Industry Labourer's (Union d'obédience M.M.M. suspendue), M. Seeven Ramsamy, membre de l'exécutif du M.M.M. Sont toujours emprisonnés depuis plus de trois mois 20 militants dont des syndicalistes, est enfermé depuis presqu'un mois Hervé Masson, rédacteur en chef du *Militant* (journal du M.M.M. interdit), membre du bureau politique du M.M.M., artiste peintre anciennement établi à Paris.

La ligne théorique élaborée de 1937 à 1939 par le secrétaire général du P.C.F. (1)

Le P.C.F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (21)

THOREZ RENIE LÉNINE

Le plus haut responsable de l'abandon par les communistes du soutien aux luttes du peuple algérien pour son indépendance nationale fut Maurice Thorez. Ce fut lui, en effet, qui se démasqua comme tel en s'efforçant d'apporter un support théorique à la ligne concrète mise en application à partir de 1936 tant par le Parti communiste français que par le Parti communiste algérien.

L'opération s'effectua en deux temps : elle commença le 25 décembre 1937 par une proclamation sur le fait que « *LE DROIT AU DIVORCE ne signifiait pas L'OBLIGATION DE DIVORCER* », elle s'acheva le 11 février 1939 par l'analyse présentant l'Algérie comme une « *NATION EN FORMATION DANS LE CREUSET DE VINGT RACES* ».

Le peuple algérien, classe ouvrière et fellahs composant son immense majorité, a rejeté dans sa pratique révolutionnaire ces deux innovations théoriques. L'histoire et la victoire de sa révolution nationale anti-impérialiste les ont fait apparaître pour ce qu'elles furent : un soutien contre-révolutionnaire au colonialisme français.

Cette ligne théorique thorézienne, imposée au jeune Parti communiste algérien, porte l'énorme responsabilité historique de la faillite totale de ce Parti dans la préparation, dans le déclenchement, dans la conduite, dans le développement et dans l'achèvement de la révolution nationale du peuple algérien.

Le prolétariat algérien n'a pas assumé la fonction dirigeante de la première étape de la révolution algérienne, étape nationale démocratique. Le passage à la seconde étape, celle de la révolution prolétarienne, n'a pas pu de ce fait et ne pourra pas s'accomplir dans des conditions aussi favorables et aussi rapides qu'au Vietnam, par exemple, où ce fut le Parti prolétarien dirigé par Hô Chi Minh qui assuma la direction révolutionnaire du peuple.

La première mystification théorique de Maurice Thorez

Le 9e Congrès du Parti communiste français tint ses assises du 25 au 29 décembre 1937 à Arles. Son ordre du jour en quatre points ne comporta aucune référence aux questions coloniales, malgré la présence de plusieurs délégations venues des colonies françaises, du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, du Liban et de Syrie notamment.

Le titre du volumineux rapport présenté par le secrétaire général du Parti indique l'objet quasiment exclusif des travaux : « *La France du Front populaire et sa mission dans le monde.* » Dans un passage depuis lors sous-titré « *Lutte contre le fascisme* », Thorez fit la déclaration suivante :

« *Un autre problème très important de notre politique, c'est l'attitude du Front populaire à l'égard des revendications légitimes des peuples coloniaux. Il faut donner satisfaction aux peuples coloniaux, d'abord dans l'intérêt même des populations malheureuses de l'Afrique du Nord, de la Syrie, du Liban, de l'Indochine. Il le faut dans l'intérêt du Front populaire qui doit mériter les espoirs, aujourd'hui bien refroidis, que les Indigènes des colonies avaient placés en lui.*

» *Il le faut dans l'intérêt de la France, pour ne pas laisser plus longtemps au fascisme les arguments démagogiques par lesquels il essaye de soulever certaines couches des populations indigènes contre notre pays.*

» *Aux ouvriers : relever leurs salaires misérables, assurer l'application complète des lois sociales ; aux fellahs, aux paysans malheureux : accorder une aide immédiate en vivres, en outils, en semences ; puis, en Algérie, redistribuer les terres, rendre aux Indigènes les bonnes terres dont ils ont été expropriés et refoulés ; puis, donner l'eau à tous, aux colons, aux Français et aux Indigènes ; envisager les mesures spéciales pour l'aide aux artisans, si nombreux dans les grandes villes de l'Afrique du Nord, à Fez comme à Tunis, comme à Alger.*

» *Il faut supprimer le Code de l'Indigénat, permettre l'accession des Indigènes aux fonctions publiques. Comme premier pas vers le droit de vote et l'éligibilité à tous les Indigènes, on doit faire aboutir d'urgence le projet Blum-Viollette. Au Liban et en Syrie, la France ne peut continuer à favoriser les agissements des fascistes, agents de Mussolini, ennemi de la France du Front populaire, qui font régner la terreur sur un peuple qui veut vivre en amitié avec la France.*

» *La revendication fondamentale de notre Parti communiste concernant les peuples coloniaux reste la libre disposition, le droit à l'indépendance.*

» *Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit aux camarades tunisiens, qui nous ont approuvés, que le droit au divorce ne signifiait pas l'obligation de divorcer. Si la question décisive du moment c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini et d'Hitler, ou faire de l'Indochine une base d'opérations pour le Japon militariste.*

» *Créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ?* »

On trouve aussi, dans ce discours, cette phrase de contenu intégrationniste, combien inattendue dans la bouche d'un dirigeant communiste :

« *... Nous nous sentons fiers d'être les fils de la grande Révolution française, qui libérait les esclaves des colonies et faisait du Nègre de la Martinique un citoyen français, l'égal du paysan bourguignon et de l'artisan parisien.* »

Outre ce rapport d'ouverture, Thorez prononça aussi le discours de clôture du 9e Congrès. Il y déclara encore :

« *Nous répétons à nos camarades d'Algérie, à nos camarades Tunisiens, à nos camarades de Syrie et du Liban, qui sont venus à cette tribune, nous répétons à tous nos frères de toutes les colonies que nous voulons que la France du Front populaire fasse droit à leurs légitimes revendications.*

» *Dans l'intérêt de ces peuples et dans l'intérêt de la France, il faut s'assurer, contre le fascisme qui provoque à la rébellion et à la guerre civile dans les colonies, l'union libre, confiante, fraternelle des peuples coloniaux et de la France démocratique.* »

Chaque phrase, presque chaque mot, de ces discours justifierait une dénonciation critique particulière, indignée et violente, tant la colère pénètre nos consciences de communistes devant une trahison si profonde des principes de Lénine. Mais, faute de place dans un simple hebdomadaire, appliquons-nous seulement à démonter la mystification de Thorez en ce qui concerne son objectif principal : le refus de l'indépendance nationale des peuples colonisés par l'impérialisme français, refus présenté comme provisoire et conjoncturel et justifié à l'aide du prétexte de la menace du fascisme, tout en invoquant Lénine.

Une interprétation frauduleuse de Lénine

Il y a aujourd'hui des personnages nantis de nombreux diplômes universitaires bourgeois, qui ont charge d'étudier et glorifier l'œuvre théorique et politique de feu le secrétaire général du Parti communiste français. Ce sont les académiciens de l'Institut Maurice-Thorez, docteurs ès révisionnisme ancien et moderne.

Nous leur posons publiquement la question : Dans quels textes et dans quels contextes, dans quels discours et dans quelles circonstances Lénine a-t-il écrit ou prononcé la formule que lui attribua en 1937 le grand maître dont votre chœur chante les mérites ?

Mais comme notre qualité de marxistes-léninistes impénitents et têtus ne nous assure nullement d'une prise en considération de la part de ces messieurs de l'Institut, nous allons nous efforcer de fournir nous-mêmes la réponse à nos lecteurs.

Lénine n'a jamais employé la formule avancée par Thorez dans le sens et avec le contenu voulus par ce dernier. La petite phrase prononcée devant le 9e Congrès du Parti communiste français : « *Rappelant une formule de Lénine* », constitue purement et simplement une imposture délibérée de la part de son auteur.

(*A suivre.*)

Communiqué du Front Patriotique de Turquie

La clique fasciste Sunay-Tagmaç-Erim et la bande des généraux fascistes à la solde de l'impérialisme U.S. redoublent de violence dans leur agression barbare contre les peuples de Turquie et, face à la lutte montante de notre peuple, continuent de fomenter de nouvelles menées criminelles afin de perpétuer leur domination sanglante.

Ainsi, la peine capitale prononcé par les tribunaux militaires fascistes contre trois patriotes de l'Armée Populaire de Libération de Turquie : Denis Gesmis, Yusuf Aslan et Hüseyin Inan est, à l'heure actuelle, confirmée par le parlement et le sénat, et ces trois jeunes qui n'ont d'autre crime que de se lever contre l'exploitation impérialiste et la répression fasciste sur notre peuple, peuvent être exécutés du jour au lendemain.

Le fasciste Erim est parti aux Etats-Unis pour quémander une aide militaire et financière accrue des impérialistes américains, pour mieux jouer son rôle de fidèle serviteur des intérêts impérialistes U.S., son ignoble rôle de gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient, contre les peuples de Turquie, les peuples arabes et palestinien. Il veut obtenir l'aide de ses maîtres impérialistes pour sortir de l'impasse et de la crise économique, la Turquie politiquement, économiquement et militairement dominée par l'impérialisme U.S.

Ce faisant, le gouvernement fasciste croit pouvoir freiner la lutte de notre peuple par la condamnation à mort des patriotes, par les exécutions sommaires et une répression de plus en plus violente sur notre peuple tout entier. Mais, qu'il ne s'y trompe pas ! Le gouvernement Erim, par sa domination sanguinaire, creuse sa propre tombe et sa répression barbare ne pourra qu'aiguiser la haine du peuple et accélérer la lutte de libération des peuples de Turquie.

Aujourd'hui, les ouvriers, les paysans, la jeunesse, le peuple kurde, les officiers patriotes et tout notre peuple sont encore plus nombreux à se lancer dans la lutte contre l'exploitation effrénée et l'oppression tyrannique et chauvine des patrons pro-américains, des grands propriétaires fonciers, des usuriers et des généraux fascistes.

Notre peuple, par une lutte sans merci, brisera le joug du fascisme et de l'impérialisme et saura conquérir sa libération en instaurant son propre pouvoir démocratique.

Nous protestons encore une fois contre la condamnation et l'exécution des patriotes, nous condamnons résolument la répression barbare sur les peuples de Turquie et nous appelons tous les révolutionnaires, progressistes et démocrates de France à dénoncer le visage ennemi, traître à notre peuple et aux peuples du monde entier, de la clique Sunay-Tagmaç-Erim.

Solidarisons-nous de la lutte des peuples de Turquie !

Luttons contre le fascisme !

Vive la lutte de libération des peuples du monde entier !

Mort au fascisme et à l'impérialisme !

FRONT UNI PATRIOTIQUE DE TURQUIE

Irrésistible développement des luttes prolétariennes

Ces durs combats ne peuvent se développer isolés. Suivant l'exemple des métallos de Babcock-Atlantique, les grévistes ont brisé les murs de leur usine pour appeler leurs frères de classe et tous les travailleurs et progressistes à soutenir leurs revendications et leurs luttes.

LA NECESSAIRE SOLIDARITE DE LUTTE

Renouant avec les vieilles traditions de la classe ouvrière de notre pays, c'est ensemble que les grévistes des diverses usines de Penarroya ont mené la grève.

« Nous pensons que ce qui a été obtenu, c'est parce que les trois usines étaient ensemble et qu'il faut continuer... En continuant de marcher la main dans la main, nous serons plus forts et nos frères de Lyon pourront faire céder le patron », dit un de leurs tracts.

Cette solidarité a largement dépassé le cadre d'un trust. L'appel des grévistes a été largement entendu. Autour des usines occupées de Penarroya, de Paris, de Girosteel, la solidarité de tous les travailleurs de la branche, de la ville s'est organisée activement sous la direction des grévistes eux-mêmes. Distribution de tracts expliquant les revendications, collectes, ravitaillement par les petits paysans pauvres des grévistes et de leurs familles, manifestations, etc. ont marqué et marquent encore le renforcement indestructible des liens qui unissent tous les exploités, tous les révolutionnaires contre l'ennemi commun : les capitalistes et leur Etat.

LA TACTIQUE DES CAPITALISTES ET DE LEUR ETAT

En radicalisant son combat, en élargissant la grève en dehors du cadre strict de l'usine, la classe ouvrière peut, en effet, mieux percevoir la nature de son véritable ennemi : non pas un patron isolé, mais l'ensemble de la classe des patrons, le système capitaliste et son Etat. C'est encore les ouvriers de Penarroya qui parlent :

« Combien de nos camarades ont laissé dans cette usine leur santé à cause de tous les produits toxiques... ou sont diminués physiquement par les accidents du travail ? la santé, la personne de chacun d'entre nous n'a pas de valeur aux yeux des capitalistes et de leurs valets. Ce qui compte avant tout c'est la production et le profit ».

Face à la montée impétueuse des luttes ouvrières, prisonnière de sa crise économique et de ses contradictions, la classe des capitalistes durcit sa tactique. Elle entend ne rien lâcher, lock-out, licencie, multiplie les provocations en faisant appel à la maîtrise et aux cadres répressifs pour agresser les piquets de grève, tenter d'intimider les grévistes.

Là encore c'est l'Etat-patron qui donne le ton en refusant toutes les revendications, notamment de salaires, dans le secteur public et en orchestrant le chômage. C'est vers cet Etat qu'ils se sont donnés pour maintenir la domination de leurs profits, que les patrons se tournent en faisant condamner les grévistes par les tribunaux bourgeois, en les faisant expulser des usines par les C.R.S. ou les gardes-mobiles.

S'ORGANISER POUR LA LUTTE

Mais ils savent bien que, même lorsque le travail a repris, que ce soit sur une victoire, une demi victoire ou un échec, ils n'en ont pas fini pour autant avec la combativité ouvrière. C'est pourquoi ils s'efforcent de se débarrasser des ouvriers les plus conscients, les plus combatifs dans les usines en faisant s'abattre la répression : condamnation pénale des grévistes de Pouteaux, licenciements et arrestations pour délit d'opinion d'une dizaine de travailleurs chez Renault, licenciements de sept délégués et de douze grévistes à Peugeot-Mulhouse, etc. Brimades, mutations, licenciements se multiplient.

C'est pourquoi aussi ils envoient leurs flics privés, ou ceux de l'Etat à leur dévotion, faire le coup de poing contre les militants révolutionnaires aux portes des usines.

Ils espèrent ainsi, follement, museler la révolte de la classe ouvrière. Non ! ils ne feront jamais taire sa colère, mais la lutte pour en finir avec eux sera de longue haleine. C'est pourquoi les ouvriers avancés doivent organiser leur combat révolutionnaire, se répartir les tâches de façon à glisser entre les mailles de la répression pour continuer sans relâche, sans interruption, la lutte au service de leurs frères de classe.

Ils doivent se lier toujours plus profondément à la masse des ouvriers qui est leur meilleure protection contre la répression du patronat et de son gouvernement. Ils doivent rejoindre et renforcer l'avant-garde marxiste-léniniste organisée du prolétariat qui peut seule guider son combat et le conduire à la victoire définitive.

Section syndicale C. F. D. T. de Pennaroya de Lyon :

LETTRE COLLECTIVE DES OUVRIERS

NOTRE SUCCES SERA UTILE A TOUS

Notre plus grande victoire c'est d'avoir maintenu le bloc des ouvriers pendant 32 jours.

Nous avons tout fait pour que notre succès apporte de véritables réponses aux revendications de *tous* les ouvriers.

Pour les salaires, nous n'avons pas réussi à obtenir l'augmentation de 1 franc de l'heure pour tous que nous demandions mais nous avons obtenu une augmentation qui dépasse 50 centimes de l'heure pour tous les ouvriers et qui atteint 78 centimes de l'heure pour certains ouvriers, sans tenir compte des primes particulières.

Nous avons obtenu que les salaires soient maintenant payés dans l'usine suivant un barème fixe et non plus à la tête du client.

Nous avons obtenu que les ouvriers de chaque équipe, avec leurs délégués, discutent du travail qu'ils font dans leur poste de travail pour obtenir une meilleure classification. Par exemple, tous les ouvriers qui travaillent au four, à la coulée et aux machines, ne seront plus M 2 à la fin du mois de mars et recevront donc un meilleur salaire qui sera compté à partir du 1er février.

A la fin du mois de mars, il ne devra plus rester dans toute l'usine que 8 ou 9 M 2, alors qu'il y en avait 59 au mois de décembre. Et nous nous occuperons de la situation de ces 8 ou 9 frères pour qu'ils ne restent pas M 2.

Nous avons obtenu une prime de 100 francs pour tous, payée immédiatement, qui correspond à l'augmentation promise par le patron pour le 1er juillet. Nous avons obtenu que le patron nous paye cette augmentation dès le 1er janvier.

Nous avons obtenu diverses autres primes, en particulier pour le lingotage (4 francs par journée de 8 heures).

Nous avons obtenu que les années de travail des ouvriers dans les autres usines Penarroya comptent pour les avantages acquis par l'ancienneté.

Pour défendre notre santé, nous avons obtenu la communication automatique des analyses médicales après chaque visite.

Nous avons obtenu la présence d'une infirmière dans l'usine pendant 40 heures par semaine.

Nous avons obtenu une inspection générale dans l'usine pour décider des installations qui doivent être faites pour les fumées, les poussières et l'éclairage.

Pour notre information, nous avons obtenu que la direction prenne des dispositions pour que les ouvriers soient mieux renseignés sur toutes les questions qui nous concernent.

Pour notre logement, nous avons obtenu que les ouvriers qui habitent dans l'usine (40) soient relogés *tous ensemble* dans un même foyer neuf.

Nous avons obtenu que la direction paye sur les nouveaux loyers 30 francs par mois.

Pour notre sécurité, nous avons obtenu que tous les ouvriers qui travaillaient à l'usine le 9 février, début de notre grève, conservent leur emploi et qu'il n'y ait aucune sanction pour fait de grève.

Nous avons refusé de signer le protocole avec la direction aussi longtemps que la police serait devant l'usine. La police a été retirée jeudi soir et nous avons pu signer librement le protocole aujourd'hui samedi 11 mars.

Le patron devra respecter ses engagements. Nous ne le laisserons pas reprendre ce qu'il a finalement lâché.

Nous continuerons à demander l'amélioration des salaires et des conditions de travail en nous appuyant sur ce premier succès.

Nous n'avons pas lutté seulement pour nous. Nous espérons que notre lutte servira aux ouvriers des autres usines pour faire aboutir leurs revendications.

Nous savons bien qu'à Lyon nous avons obtenu cette victoire pas seulement par notre lutte, mais aussi parce qu'à Saint-Denis, Escaudœuvres, Largentière, La Plagne, Les Malines et Noyelles-Godault, les ouvriers ont dit : « Nous soutenons les revendications des ouvriers de Lyon. »

Pour continuer à nous entraider, nous pensons qu'il faut maintenir et développer des liaisons directes entre les ouvriers des différentes usines du trust Penarroya.

Avant et pendant la grève, le comité de soutien, avec notre accord permanent, nous a aidés à faire connaître nos véritables revendications, aussi bien sur les salaires que sur les conditions de travail, de santé et de logement.

Nous pensions être seuls avec nos difficultés et, pendant la grève, des milliers d'amis, parfois très loin de Lyon, nous ont soutenus efficacement.

Nous remercions tous ces amis. Nous remercions tout particulièrement nos amis paysans qui nous ont apporté des vivres pendant 32 jours et nos amis médecins qui nous ont aidés à protéger notre santé. Nous remercions nos amis du comité de soutien qui, à Paris, ont fait connaître nos revendications en manifestant tous les jours devant le siège du trust Penarroya.

Grâce à l'action de tous ces amis et à la caisse de grève de la C.F.D.T., chaque ouvrier a pu recevoir, comme indemnité de grève, 900 francs et 30 francs par enfant à charge.

Nous espérons que nous resterons la main dans la main avec tous ces amis pour la lutte qui continue.

Nous espérons que notre succès sera utile aux travailleurs français et immigrés. A tous, nous disons : Sans votre soutien, nous n'aurions pas obtenu tout ce que nous avons obtenu.

Aux ouvriers de Saint-Denis et Escaudœuvres, nous proposons de demander ensemble que les résultats obtenus à Lyon soient appliqués dans leurs usines.

Aux ouvriers des autres usines du trust Penarroya, mineurs ou métallurgistes, nous disons : Nous sommes prêts à nous organiser pour lutter la main dans la main.

Lyon, samedi 11 mars 1972.

PEUGEOT (Mulhouse) :

A BAS LA REPRESSION PATRONALE !

Les métallos de l'usine Peugeot à Mulhouse effectuent des débrayages depuis le 7 mars pour l'augmentation de salaires uniforme pour tous de 150 francs par mois. Cette forme d'action n'amenant aucun résultat, les métallos décident la grève générale.

Pendant près d'une semaine, les dirigeants des syndicats ont prêché aux travailleurs de rester chez eux. Sous la pression des travailleurs, un meeting est convoqué par les syndicats pour le 20 mars. Au cours de ce meeting, les travailleurs dénoncent la ligne capitularde des bonzes et réclament massivement des piquets de grève ; les syndicats désorganisés suivent le mouvement des masses. Les piquets de grève sont mis en place, trois portes sont à garder. Les routes donnant accès à ces portes sont barrées par des troncs d'arbres et des poteaux en ciment.

Devant la fermeté résolue des grévistes, le buveur de sang Peugeot a recours à la provocation. C'est alors que deux piquets de grève sont attaqués à plusieurs reprises par une quarantaine de « barbouzes » venus en voitures immatriculées dans le Doubs (région de Sochaux). Les piquets de grève mettent en déroute les « barbouzes » qui s'enfuient. Un ouvrier remarque au cours de ces agressions un « barbouze » qui avait un revolver. D'ailleurs, un motard de la gendarmerie locale a demandé aux grévistes : « Qui est le type armé ? »

Malgré les huissiers et les policiers en civil, aucun ouvrier ne reprend le travail.

Mardi 21 à 4 heures du matin, 600 ouvriers font des barrages avec des branches d'arbres et des morceaux de bois à la porte principale. Une centaine de cadres (toujours eux !) essaient de briser le piquet de grève. Il y a des heurts, des échanges de pierres. Jusqu'à 6 h 30, les ouvriers surveillent les cadres. Puis les syndicats appellent à un meeting sur le parking, contraignant les ouvriers à abandonner les piquets de grève pour l'entrée de la normale, laissant ainsi passer les cadres.

Les dirigeants des syndicats ainsi désorganisent la lutte et sont hués par les grévistes qui se retrouvent à l'extérieur de l'usine.(Suite page 6)

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Hales - PARIS (20e) — Dépôt légal : 1er trimestre 1972